

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/IT/SPEC/Q1/6

22 avril 1998

(98-1630)

Comité des participants sur l'expansion du
commerce des produits des technologies
de l'information

Original: anglais

REPONSES A L'ENQUETE

Communication de l'Australie

La Mission permanente de l'Australie a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 15 avril 1998.

1. **Votre gouvernement a-t-il émis des règlements techniques obligatoires pour assurer la sécurité technique du matériel des technologies de l'information? Dans l'affirmative, prière de préciser. Ces règlements sont-ils alignés sur la norme CEI 950? Dans la négative, prière d'expliquer la pratique en vigueur actuellement.**

La sécurité électrique du matériel des technologies de l'information est régie par les autorités des Etats.

2. **Votre gouvernement a-t-il émis des règlements techniques obligatoires relatifs aux interférences électromagnétiques pour le matériel des technologies de l'information? Dans l'affirmative, prière de préciser. Ces règlements sont-ils alignés sur la norme CISPR 22? Dans la négative, prière d'expliquer la pratique en vigueur actuellement.**

L'Office australien des communications applique un régime de normes obligatoires en vue de limiter les interférences électromagnétiques provenant des produits électriques et électroniques, y compris du matériel des technologies de l'information. Ce matériel doit être conforme à la norme australienne n° 3548, qui est alignée sur la norme CISPR 22 et la norme EN 55022.

3. **Quelles procédures d'évaluation de la conformité concernant soit le produit, soit le procédé de fabrication, votre gouvernement exige-t-il aux fins d'homologation des produits des technologies de l'information (y compris la compatibilité électromagnétique (CEM), la sécurité électrique, les télécommunications et le matériel radioélectrique terminal, ainsi que d'autres domaines)?**

Les fournisseurs peuvent-ils appliquer ces procédures (essai, déclaration de conformité, etc.) ou incombe-t-il à des tiers de le faire?

Sur quelles normes ou lignes directrices internationales ces procédures sont-elles fondées, le cas échéant?

Procédures d'évaluation de la conformité concernant la compatibilité électromagnétique (CEM)

En vertu des normes obligatoires relatives à la compatibilité électromagnétique, les fournisseurs australiens sont tenus de respecter quatre prescriptions de base:

- Fournir des justificatifs techniques solides de la conformité du produit;
- Etablir et conserver une déclaration de conformité;
- Elaborer et tenir à jour un dossier de conformité; et
- Apposer sur le produit conforme la marque de conformité pertinente.

Les fournisseurs doivent signer la déclaration de conformité lorsqu'ils sont sûrs que le produit satisfait à la norme obligatoire pertinente, conserver le dossier de conformité et étiqueter le produit déclaré conforme avant sa mise sur le marché.

Il existe deux façons pour un fournisseur d'obtenir des justificatifs techniques solides de la conformité de ses produits: les procédures d'essai des produits ou les dossiers techniques de construction. Pour évaluer la conformité aux normes relatives à la CEM, les essais de produits peuvent être effectués par le fournisseur ou par une tierce partie. La procédure visant à demander un rapport d'essai à un organisme accrédité par l' Association nationale des organismes d' essai (NATA) est une démarche visant à obtenir une confiance maximale et un risque minimal. La constitution d'un dossier technique de construction peut être nécessaire lorsqu'il n'est matériellement pas possible de soumettre le produit à un essai. Dans ce cas, le produit doit être examiné par un organisme compétent désigné par l'Office australien des communications.

La déclaration de conformité est fondée sur des procédures d'évaluation de la conformité reconnues au niveau international.

Procédures d'évaluation de la conformité concernant la radiocommunication

Des modalités similaires sont prévues pour évaluer la conformité du matériel de radiocommunication. Il existe dans ce domaine trois niveaux de conformité qui dépendent du risque d'interférence présenté par les produits.

- Pour les produits présentant un faible risque, il faut seulement avoir une déclaration de conformité dûment signée et étiqueter les produits avant leur mise sur le marché australien.
- Pour les produits présentant un risque moyen, en plus des modalités prévues ci-dessus, il faut avoir un rapport d'essai technique et un certificat de conformité émanant d'un organisme accrédité par l' Association nationale des organismes d' essai ou par une entité ayant conclu un accord de reconnaissance mutuelle avec l' Association.
- Pour les produits présentant un risque élevé, en plus des modalités prévues ci-dessus, il faut avoir un certificat obtenu dans le cadre d'un système de gestion de la qualité attestant que la qualité des articles produits par le fabricant est certifiée conforme au moins à la norme ISO 9003 ou à la norme australo-néo-zélandaise AS/NZS ISO 9003.

Comme pour les procédures d'évaluation de la conformité concernant la compatibilité électromagnétique, le fournisseur doit établir et conserver une déclaration de conformité. Les rapports d'essai doivent toutefois émaner d'un organisme accrédité par l'Association nationale des organismes d'essai ou par une entité ayant conclu un accord de reconnaissance mutuelle avec l'Association.
